

Chapitre 1

La Première Guerre mondiale

■ ■ I. Internationalisation du conflit

1. L'engrenage de l'été 1914

On évoque souvent la métaphore de l'étincelle jaillie dans une poudrière (« la poudrière des Balkans » était un cliché journalistique avant 1914) pour expliquer comment l'assassinat de François-Ferdinand, prince héritier d'Autriche-Hongrie, le 28 juin 1914 à Sarajevo, a déclenché une guerre d'ampleur mondiale. L'attentat lui-même, perpétré par un étudiant nationaliste serbe, ne suffit pas à tout expliquer même si l'enquête de police a apporté des preuves de l'implication des services secrets serbes dans un complot. Il crée un conflit diplomatique limité à l'Autriche-Hongrie et à la Serbie qui n'aurait pas dû se généraliser. En 1908 déjà, la « crise bosniaque » avait mené les mêmes protagonistes, ainsi que la Russie, la Bulgarie et l'Empire ottoman, au bord de la guerre mais la diplomatie apaisante des Puissances (et notamment de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne) avait préservé la paix. De même les deux « crises marocaines » de 1905 et 1911 avaient-elles mis en péril la paix internationale. En juillet 1914, la diplomatie échoue. Le jeu des alliances se transforme en engrenage fatal. Menacée par l'Autriche-Hongrie qui lui adresse un ultimatum le 23 juillet, la Serbie est soutenue par la Russie « et la Russie a une alliée : la France » rappelle le président de la République Raymond Poincaré à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Petersbourg le 21 juillet. De leur côté les dirigeants austro-hongrois se sont assurés de la solidité de leur alliance avec l'Allemagne. Aussi, du 28 juillet, déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, au 3 août, cinq États européens (l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, la Russie et la France) sont entraînés dans la guerre. Ni la diplomatie apaisante du Royaume-Uni ou de l'Italie, ni les mises en garde des pacifistes (tel le socialiste français Jean Jaurès, assassiné par un nationaliste le 31 juillet) n'ont pu empêcher une crise diplomatique, qui n'avait rien d'exceptionnel, de dégénérer en guerre européenne. Pourquoi en 1914 plutôt

qu'en 1908 ou en 1911, lors des crises précédentes ? On a constaté dans les deux camps, notamment en Allemagne et en France, un « syndrome de la guerre inévitable » qui avait gagné une majorité de responsables depuis 1912. Parmi les chefs militaires on a même pu parler de « psychose de guerre » tant leurs peurs réciproques confinaient à la paranoïa depuis la résolution de la seconde crise marocaine et les guerres balkaniques. Aussi la métaphore qui s'impose est-elle peut-être autant celle de la goutte d'eau qui fait déborder le vase que de l'étincelle dans la poudrière.

2. Extension du conflit

De longue date, le plan Schlieffen d'invasion de la France par l'armée allemande prévoyait de traverser le territoire belge. Cette violation de la neutralité du royaume de Belgique le 3 août entraîne l'entrée en guerre du Royaume-Uni contre l'Allemagne dès le 5 août. Dans les mois qui suivent des « clients » des puissances belligérantes s'engagent à leur tour, tel le Japon qui déclare la guerre à l'Allemagne le 15 août. La conquête facile par les Japonais des îles allemandes de l'océan Pacifique et des comptoirs allemands en Chine ne donne lieu qu'à des combats limités qui ne suffisent pas encore à faire parler de guerre « mondiale ». Le 2 novembre, l'Empire ottoman, allié presque vassalisé de l'Allemagne, entre à son tour en lice. Un nouveau front est ainsi créé dans le Caucase entre Turcs et Russes et bientôt, en janvier 1915, sur le canal de Suez, menacé par une offensive ottomane et défendu par une armée « égyptienne » dont les officiers sont britanniques. Dès l'hiver 1914-1915, la guerre a donc déjà débordé hors d'Europe.

Elle reste toutefois essentiellement européenne au fur et à mesure qu'elle se généralise en 1915 et 1916. L'Italie, dernière puissance européenne restée à l'écart, entre en guerre contre l'Autriche-Hongrie le 24 mai 1915. Il a fallu au gouvernement Salandra bousculer une classe politique italienne très réticente, une opinion publique majoritairement acquise à la neutralité et violer le traité de la Triple Alliance qui liait l'Italie à l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie depuis 1882. Le traité avait pourtant été confirmé en 1912... Mais la tentation d'utiliser le contexte de guerre générale en Europe pour conquérir les « terres irrédentes » (des régions sous souveraineté austro-hongroise, souvent peuplées d'italophones) a été trop forte. Plusieurs autres États européens sont dans la même situation : *provisoirement* neutres, ils observent l'évolution de la situation militaire, comptent les coups, et se préparent à entrer en guerre pour s'emparer d'un territoire revendiqué de longue date. Les frontières contestées ne manquent pas en Europe. Ainsi, dans les

Balkans, chaque État a au moins une raison de faire la guerre à chacun de ses voisins. La Bulgarie est la première à se décider le 14 octobre 1915 à s'engager contre la Serbie (dont elle convoite la province de Macédoine). Elle aurait pu tout aussi bien faire la guerre contre l'Empire ottoman (dont elle revendiquait la province de Thrace) et les diplomates des puissances belligérantes ont dû littéralement faire monter les enchères. Il en est de même pour la Roumanie qui hésite entre attaquer l'Autriche-Hongrie (pour conquérir la Transylvanie en majorité peuplée de Roumains) ou la Russie (pour annexer la Bessarabie, elle aussi culturellement roumaine). Le désaccord entre le roi Carol (de la même famille que l'empereur allemand Guillaume II) et le Premier ministre Bratianu (francophile comme savait l'être l'élite roumaine, il avait d'ailleurs été élève de l'École polytechnique à Paris) retarde le choix. Les succès militaires de l'Entente en 1916, tant à l'Ouest (Verdun) qu'à l'Est (l'offensive du général russe Broussilov), convainquent les Roumains de déclarer la guerre le 27 août 1916 à l'Autriche-Hongrie. Plus longue et plus compliquée a été l'intrigue politique et diplomatique qui a opposé en Grèce les partisans de la neutralité (menés par le roi Constantin, germanophile) et ceux de l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente (notamment l'homme d'État libéral Venizelos, ami personnel du Premier ministre britannique Lloyd George). Il a fallu le « viol de la Grèce », intervention diplomatique et militaire quelque peu brutale des Français, pour écarter Constantin, remettre Venizelos au pouvoir et obtenir l'entrée en guerre de la Grèce contre la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman le 29 juin 1917. En 1917, presque toute l'Europe est belligérante : quinze États (parmi vingt et un), rassemblant 91 % de la population du continent, sont en guerre.

3. La guerre devient mondiale

Depuis l'époque de George Washington, les États-Unis avaient réussi à se tenir à l'écart de toute alliance susceptible de les engager dans un conflit européen. La guerre menée contre l'Espagne en 1898 n'avait pas fait exception car elle n'avait concerné que des territoires situés en Amérique ou dans le Pacifique, que les Américains, depuis la présidence de Monroe, considéraient comme « l'hémisphère » où ils devaient jouer un rôle prépondérant. En novembre 1916, le président Wilson, avait été réélu en réaffirmant la neutralité des États-Unis dans la guerre qui ravageait l'Europe. C'est l'état-major allemand qui a précipité Six États du continent américain dans le conflit. En janvier 1917, l'Allemagne se lance dans la guerre sous-marine : tout navire de commerce, même battant pavillon neutre, ravitaillant les îles britanniques

devient une cible pour les sous-marins allemands. Sans importations, notamment alimentaires, la Grande-Bretagne allait être affamée ou du moins obligée de se retirer du conflit. Cependant, il était certain que les États-Unis réagiraient à la perte de leurs navires. Déjà le 7 mai 1915, le torpillage du paquebot britannique *Lusitania*, à bord duquel se trouvaient 128 Américains, avait déclenché une crise diplomatique entre l'Allemagne et les États-Unis. Mais le pari allemand paraissait jouable : mettre les Britanniques à genoux pouvait être l'affaire d'une année. Entre temps il n'y avait rien à craindre de la minuscule armée des États-Unis (220 000 hommes début 1917 dont 120 000 recrutés en 1916, encore peu aguerris) qui mettrait plus d'un an (le service militaire n'existant pas aux États-Unis) à être opérationnelle en Europe. Sur ce dernier point l'analyse des dirigeants allemands s'est révélée juste : ce n'est qu'en juin 1918 que l'armée américaine a été engagée sur le front français avec des forces significatives. En revanche, la guerre sous-marine contre les îles britanniques échoue : à partir d'août 1917, le nombre de navires torpillés par les sous-marins allemands (eux-mêmes souvent la proie des navires de guerre britanniques) diminue inexorablement. À la fin de 1917 toute menace de pénurie est écartée en Grande-Bretagne. L'état-major allemand a joué et perdu car à la fin de l'été 1918 c'est plus d'un million de soldats américains qui combattent en Europe. Ils ont été précédés par l'aide massive (prêts bancaires, ravitaillement en denrées et matériel) fournie par l'inépuisable économie américaine. Les autres nouveaux États belligérants du continent américain se sont contentés de saisir les biens allemands ou autrichiens investis chez eux et de rompre tout commerce avec les Puissances centrales. Toutefois, à la fin de 1917, la majorité des habitants des deux Amériques vit dans un pays officiellement en guerre.

À la même date, la guerre s'est étendue hors d'Europe. Au Moyen-Orient, une armée britannique (essentiellement composée de soldats venus des Indes) combat en Mésopotamie (le futur Irak) ; Bagdad est prise en mars 1917. Les Britanniques ont réussi à fomenter une révolte arabe contre l'Empire ottoman ; en juillet 1917 Akaba (aujourd'hui en Jordanie) est conquise par la légion arabe de l'émir Fayçal. En décembre 1917, le général Allenby, commandant en chef de l'armée anglo-égyptienne, fête Noël à Jérusalem. On combat aussi en Afrique noire là où des colonies allemandes jouxtent des colonies françaises ou britanniques. Certes cette guerre ne mobilise que des forces peu nombreuses sur de vastes étendues : les troupes coloniales sont bien loin de former des « fronts » comme en Europe. Toutefois, ce n'est qu'en novembre 1917 que les Allemands de l'Afrique orientale allemande (l'actuelle Tanzanie)

rendent les armes. La Chine est officiellement en guerre contre l'Allemagne en 1917. Il ne s'agit pour elle que de participer à la liquidation des comptoirs allemands conquis par les Japonais. Depuis 1915, le gouvernement de Pékin est sous un protectorat japonais de fait. La guerre civile a éclaté en 1915 quand le président Yuan Shikai a prétendu restaurer l'Empire pour lui-même. Sa mort en juillet 1916 n'a amené qu'une trêve : dès 1917 le pays le plus peuplé du monde est à nouveau ensanglanté par une guerre à sa dimension, immense et complexe. Gouvernement républicain rebelle (présidé par Sun Zhongshan) à Canton, gouvernement officiel à Pékin, théoriquement allié aux Japonais, et « seigneurs de la guerre », dans les provinces périphériques où ils se comportent en grands féodaux, se déchirent dans une guerre civile qui se prolonge bien au-delà de la guerre internationale.

En 1917-1918 la guerre est vraiment mondiale. Pour la première fois dans l'Histoire, des habitants de tous les continents, formant la grande majorité de la population du monde, sont engagés dans une même guerre.

■ ■ II. Les opérations militaires

1. Échec des plans initiaux

Que la guerre n'ait pas ressemblé aux prévisions des chefs militaires est un euphémisme. Tous se sont gravement et complètement trompés. L'erreur la plus grave porte sur la durée de la guerre : de quelques semaines à six mois, pour les plus pessimistes. L'armement a été prévu en conséquence : avec un stock de quelques centaines de milliers d'obus et une production de 5 000 unités par jour, l'armée française se croit parée ; en 1916 on en utilise jusqu'à un million certains jours (ainsi à Verdun) et les usines en sortent 100 000 nouveaux quotidiennement. Les 1 050 canons mis en place en août 1914 paraissent devoir suffire ; fin 1917 la même armée française en a 27 000 et peut en aligner 6 000 sur une largeur de seulement 11 km à la Malmaison, près de Reims, en octobre. L'imprévision n'a pas été moindre dans les autres armées. En 1914 l'état-major allemand s'estime handicapé par le poids et l'encombrement de ses canons de gros calibre. Dans la guerre de mouvement qui s'annonce, le canon français de 75, plus léger, plus maniable, est réputé supérieur. En réalité dès l'hiver 1914-1915 la stabilisation du front a supprimé tout l'avantage de maniabilité du 75 et imposé la domination des grosses pièces d'artillerie, tels les 150 et les 210 de l'armée allemande. Les décideurs se sont trompés sur tout et d'abord de siècle. Les chiffres de production d'armement anticipés étaient de simples extrapolations de ceux de la guerre franco-prussienne de 1870 ou de

la guerre de Sécession américaine de 1861-1865 ; deux guerres déjà « industrielles ». En 1915-1916 on a changé d'ordre de grandeur, à un point que ne pouvaient imaginer les dirigeants de 1914. La forme même prise par les combats est inédite : par référence à des guerres récentes (dont les guerres balkaniques, deux ans auparavant seulement, où l'on avait expérimenté les armements les plus modernes) on avait préparé de vastes offensives sur des dizaines de kilomètres. Dans ce but, chaque armée disposait d'une cavalerie nombreuse et bien entraînée ; un corps d'élite. De la fin de 1914 à 1918 les cavaliers ont été presque inutiles, on a dû en reconvertir, dans les chars par exemple qui, eux, n'existaient pas au début de la guerre. Les traits d'archaïsme ne manquent chez aucun des belligérants. La couleur rouge garance des pantalons des fantassins français, aussi pimpants dans le viseur des tireurs allemands que dans les défilés du 14 juillet, en sont un bon exemple (ils sont d'ailleurs remplacés dès début 1915). Le casque à pointe dont sont coiffés les officiers et sous-officiers allemands appartient plus encore à un âge révolu. À l'heure de la guerre industrielle, fabriquer trois pièces (la pointe, le boulon pour la fixer et le casque lui-même) et les assembler, quand emboutir et découper un casque d'une seule pièce de métal se fait en quelques secondes, démontre que les chefs militaires de l'été 1914 n'étaient pas encore rentrés dans le XX^e siècle.

Aussi les plans mis en œuvre par les différents stratèges en août 1914 ont-ils échoué parce qu'ils résultaient d'une conception déjà dépassée de la guerre moderne. Le plan XVII élaboré en 1913 par le nouveau généralissime Joffre prévoyait une reconquête de l'Alsace-Lorraine en quelques semaines, suivie éventuellement d'une offensive en Sarre, au nord de la Lorraine. L'allié russe devait attaquer en Prusse orientale dès le début du conflit au moins pour y immobiliser de nombreuses divisions allemandes. Le plan français échoue dès la troisième semaine du conflit, lors de la « bataille des frontières », entre Charleroi et Sarrebourg. Le 22 août, journée la plus sanglante de l'histoire militaire française, l'armée perd 27 000 soldats. À la fin du mois d'août, la route de Paris paraît libre à l'état-major allemand qui met en œuvre le plan Schlieffen. Il prévoyait une invasion rapide de la Belgique, suivie par une vaste offensive du Nord vers le Sud de sept armées allemandes jusqu'à Paris. Le plan allemand échoue à son tour début septembre, lors de la bataille de la Marne. Ayant réussi à interposer une armée entre Paris et le flanc de la 1^{re} armée allemande, les troupes françaises arrêtent l'offensive ennemie à 60 km de Paris (les pouvoirs publics français se sont repliés à Bordeaux et y restent jusqu'en décembre) et imposent même un repli à la Reichswehr. À la fin de l'automne un front

est stabilisé dans le Nord-Est de la France, de la mer du Nord à la frontière suisse. À l'Est l'offensive russe a été contrée avec succès par une armée allemande pourtant limitée à un minimum d'effectifs et commandée par un vieux général de réserve : Hindenburg (le futur président du Reich de 1925 à 1934). Au Sud, malgré deux offensives en septembre et en novembre, l'armée austro-hongroise n'a pas réussi à vaincre la petite Serbie. Tous les plans ayant été déjoués à la fin de l'automne 1914, la guerre qu'on annonçait courte doit continuer, sans munitions suffisantes, sans plans de rechange et, souvent, sans vêtements chauds pour affronter l'hiver 1914-1915.

2. La guerre d'usure

Les tranchées sont apparues spontanément sur le front ouest pendant l'hiver 1914-1915. Ce système de défense s'est rapidement perfectionné : on compte plusieurs alignements successifs de tranchées (chacune fait entre 2 et 2,5 mètres de profondeur, 30 centimètres à 1 mètre de largeur), parfois renforcées par des parois de rondins, protégées par des sacs de sable, des alignements de fil de fer barbelé et surtout des mitrailleuses et de l'artillerie derrière elles. Là où le front a été durablement stable (dans le Nord-Est de la France entre Français, Britanniques, Belges et Allemands ainsi qu'à la frontière entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie) ces systèmes de défense se sont révélés presque invulnérables. Pour « faire une percée » l'assaillant doit d'abord pilonner à l'artillerie (« préparation » qui dure de 2 à 26 heures) puis lancer ses fantassins à l'assaut de l'ennemi qui a généralement eu le temps de masser de l'artillerie et des mitrailleuses derrière le secteur attaqué. Le 1^{er} juillet 1916, dans la Somme, les mitrailleurs allemands n'ont même pas besoin de viser dans la masse humaine qui se lance à l'assaut de leurs positions ; en quelques heures 40 000 soldats britanniques sont abattus sans avoir réussi à « percer » le front. Presque toutes les offensives lancées contre les systèmes de tranchées ont ainsi tourné au désastre. Le général en chef français Joffre (et son successeur immédiat Nivelle au début de 1917) a été le plus obstiné à faire tuer des centaines de milliers de ses soldats pour le gain de quelques kilomètres (« Je les grignote », aurait-il dit en évoquant la très modeste progression du front). Offensives des Épargnes en avril 1915, de l'Artois en mai, de Champagne en septembre, de la Somme (surtout menée par l'armée britannique) en juillet 1916 et finalement désastre du Chemin des Dames en avril 1917 (sous le commandement de Nivelle), autant d'hécatombes pour des gains de terrain nuls ou insignifiants. Même le Kronprinz (fils et héritier de l'empereur allemand) est atterré par ce « massacre de la

nation française par le Haut commandement français ». Il en va de même de l'armée italienne qui, du printemps 1915 au printemps 1917, lance onze offensives sur le front de l'Isonzo, à l'assaut des hauteurs du Carso, bien tenues par les Austro-hongrois, avec les mêmes résultats désastreux.

Le général Falkenhayn (chef d'état-major allemand de septembre 1914 à juillet 1916) a mieux compris la nouvelle donne de la guerre de tranchées que ses adversaires. Dans cette « guerre d'usure », il s'agit davantage d'éliminer le maximum de combattants ennemis que de conquérir quelques kilomètres de terrain. En 1915, il adopte une stratégie strictement défensive à l'Ouest, et attaque les Russes à l'Est où le système des tranchées n'est pas aussi élaboré. Il a raison sur les deux fronts : les Russes reculent de 50 à 400 km en Pologne tandis qu'à l'Ouest les offensives de Joffre font tomber deux fois plus de Français que d'Allemands. En 1916, Falkenhayn choisit d'attaquer le front Ouest sur le saillant de Verdun non pour conquérir du terrain mais pour « faire passer l'armée française dans le hachoir ». Chargé de la défense du secteur de Verdun, le général Pétain s'emploie à épargner la vie de ses soldats autant que possible. Aussi le bilan de la bataille, la plus longue (elle dure de février à juillet 1916) et la plus meurtrière de la Première Guerre mondiale est-il mitigé : 162 000 morts et 216 000 blessés français, 143 000 morts et 187 000 blessés allemands. L'état-major français s'estime vainqueur car le front de Verdun a tenu. Sans doute son équivalent allemand (l'OHL) partage-t-il ce sentiment puisque Falkenhayn est évincé au profit de Hindenburg et Ludendorff.

De l'hiver 1914-1915 au printemps 1917, le seul front qui connaisse des bouleversements est celui des Balkans. Prise à revers par les forces bulgares en octobre 1915, l'armée serbe, qui avait résisté jusque-là aux offensives austro-hongroises, est vaincue. Quatre cent mille Serbes (les restes de l'armée, le gouvernement tout entier, souvent leurs familles et même 10 000 prisonniers austro-hongrois), doivent traverser, pendant l'hiver 1915-1916, les montagnes albanaises jusqu'à la côte de l'Adriatique avec à leur tête le vieux roi Pierre I^{er}, malade, alité sur un char tiré par des bœufs, allégorie vivante du « chemin de croix des Serbes ». Une moitié de survivants est recueillie par la flotte française. Les Serbes rejoignent à Salonique (dans le nord de la Grèce) les débris des corps expéditionnaires français et « britannique » (surtout des Australiens et des Néo-Zélandais en fait) qui avaient débarqué en avril 1915 sur la côte du détroit des Dardanelles. Repoussés, le plus souvent massacrés sur place par la défense ottomane, ils avaient dû rembarquer en janvier 1916. Serbes, Français et Britanniques attendent